

L'ADRD et...

le commerce agricole

Dans les pays en développement, les politiques de commerce agricole affectent les moyens d'existence de millions de producteurs agricoles et de ruraux. Dans ces pays, l'agriculture, qui génère une partie importante des revenus, est le premier employeur en zones rurales. En effet, 49% de la population des pays en développement dépend de l'agriculture en termes de travail et de moyens d'existence³.

Des politiques de commerce agricole adaptées peuvent aider à lutter contre la pauvreté et la faim, tout en dotant les pays en développement de moyens d'existence et de sécurité alimentaire, en offrant plus d'opportunités d'emploi et de revenus dans la production, la transformation et le commerce de produits agricoles.



© iStockphoto.com/Jaim Gyoval

Agriculture et Développement Rural Durables (ADRD)

L'agriculture et le développement rural sont durables lorsqu'ils respectent l'environnement, sont économiquement viables, socialement justes, culturellement appropriés, humains et fondés sur une approche scientifique globale.

Les politiques de développement rural doivent viser à satisfaire les besoins nutritionnels et autres besoins humains des générations actuelles et futures, maintenir – voire si possible accroître – les capacités de la base de ressources naturelles à produire et à se régénérer. Ces politiques doivent également offrir un emploi durable à ces générations, réduire leur vulnérabilité et renforcer leur autonomie.

Le saviez-vous?

- Les pays développés sont les premiers exportateurs de produits agricoles au monde. Ensemble, l'Union Européenne et les Etats-Unis totalisaient 53% des exportations agricoles mondiales en 2005⁸. La part des pays en développement dans les exportations agricoles mondiales a baissé de 40% à 30% lors de ces 40 dernières années³.
- Les pays en développement, y compris les pays les moins avancés, qui étaient globalement des exportateurs agricoles sont devenus des importateurs nets de produits agricoles après les années 80⁴. Dès 2002, les importations de produits agricoles par les pays les moins avancés étaient plus de deux fois supérieures en valeur à leurs exportations agricoles⁴. Aujourd'hui, les importations agricoles représentent environ 25% des importations totales des pays les moins avancés³.
- En 1994, les signataires de l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay s'engageaient à réduire les subventions et les tarifs douaniers. Pourtant, les pays développés ont augmenté le total des aides à l'agriculture entre 1995 et 2004, selon l'estimation du soutien total: avec une croissance nette de 5% pour l'Union Européenne et de 60% pour les Etats-Unis⁶.
- Le commerce agricole entre pays en développement a fortement progressé lors des années 90. Les pays en développement offrent rapidement les meilleurs débouchés à leurs propres produits agricoles³.

Pourquoi faut-il agir?

- Pour la majorité des pays en développement, le développement agricole constitue un préalable au développement en général. Les politiques de commerce agricole doivent donc permettre au secteur agricole des pays en développement de progresser, mais aussi de fournir des emplois et des revenus supérieurs.
- 37 pays en développement dépendent de denrées agricoles non transformées pour couvrir plus de 50% de leurs exportations totales⁴. Le prix de plusieurs de ces denrées (notamment café, cacao, thé, sucre et coton) sur le marché mondial a baissé en valeur réelle de plus de 54% depuis les années 80².
- La progression en flèche des tarifs douaniers et des barrières non tarifaires par les pays développés empêche aux pays en développement d'exporter des produits agricoles transformés et de créer de la valeur ajoutée.
- Les pays en développement ont besoin d'aide pour diversifier et développer les agro-industries, et ainsi créer de la valeur ajoutée tout en augmentant leurs revenus.
- Dans la plupart des pays de l'OCDE, les mesures d'aide à la production encouragent une agriculture intensive, bénéficient aux gros exploitants agricoles, génèrent une surproduction et altèrent le commerce. En 2004, 74% des 279 milliards de dollars E.U. dépensés par l'OCDE pour subventionner la production récompensaient l'utilisation d'intrants ou les niveaux de production d'une agriculture intensive destructrice de l'environnement, tout en encourageant les excédents de production⁵. 80% des subventions européennes à la production ont été reçues par 20% des plus grosses exploitations agricoles en 2005¹.
- Les marchés agricoles mondiaux les plus altérés par les politiques d'aide à l'agriculture pratiquées par la plupart des pays développés portent justement sur d'importants aliments de base pour



les pays en développement, à savoir: les céréales (blé, maïs, riz), les produits laitiers, la viande et les oléagineux. En 2004, les Etats-Unis contribuaient à 35% des exportations mondiales de céréales, 42% pour ce qui est des oléagineux et 22% de la viande². L'Union Européenne contribuait à 28% des exportations mondiales de lait².

Quels sont les objectifs politiques?

Les politiques commerciales doivent garantir que les populations rurales, et en particulier les pauvres ruraux, puissent trouver des moyens d'existence adaptés dans la production, la transformation et le commerce de produits agricoles au niveau local, national et international. Pour cela, les réformes politiques doivent offrir plus d'opportunités commerciales aux pays en développement, tout en revoyant les priorités de développement agricole pour permettre aux pays en développement de participer au commerce agricole et d'en bénéficier. Ces politiques doivent donc:

- mettre un terme aux aides à l'agriculture de l'OCDE qui nuisent aux pays en développement, c'est-à-dire éliminer les subventions à l'exportation et les subventions à la production pour éviter les excédents de production
- valoriser la coopération sud-sud dans les investissements et le commerce agricoles
- promouvoir et financer le développement d'agro-industries dans les pays en développement
- permettre aux produits agricoles transformés des pays en

développement d'accéder aux marchés, en retirant les tarifs douaniers et autres barrières aux importations en forte progression.

Les questions politiques Un commerce dénaturé par les pays développés

Les marchés mondiaux de produits agricoles demeurent fortement dénaturés, surtout en raison des aides à l'agriculture des pays développés. Ces aides comprennent une palette de mesures telles que les subventions directes à la production, les subventions aux exportations et les barrières aux importations (tarifs douaniers et barrières non tarifaires). En additionnant toutes ces mesures, on obtient une estimation du soutien total. En 2004, l'estimation du soutien total à l'agriculture était de: 378 milliards de dollars E.U. pour les pays de l'OCDE; 143 milliards de dollars E.U. pour l'Union Européenne; 109 milliards de dollars E.U. pour les Etats-Unis⁶. En 2004, l'OCDE consacrait 74% de l'estimation du soutien total à soutenir la production (équivalent à la subvention à la production)⁶.

Grâce à ces subventions, les pays développés parviennent à exporter leurs produits agricoles à un prix inférieur au coût total de production. Ces opérations sont communément appelées 'dumping'. Si d'autres facteurs entrent en ligne de compte, le 'dumping' contribue largement à la baisse des prix sur les marchés mondiaux des aliments de base (blé, riz, maïs, lait, boeuf) et autres denrées (coton et sucre). Entre 1980 et 2005, le prix du maïs a baissé de 55% en valeur réelle, le riz de 50%, le blé de 46%, le coton de 60% et le sucre de 54%².

Impact des importations de produits alimentaires vendus en deçà des coûts de production

Les produits alimentaires importés vendus à des prix inférieurs aux coûts de production d'un pays en développement forcent les producteurs locaux à baisser leurs prix à un niveau qui ne leur permet plus de vivre de l'agriculture. Dès lors, ils réduisent leur production à un niveau de subsistance et le niveau de production alimentaire du pays chute d'autant. Les pays en développement deviennent donc plus dépendants des importations pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Dépendance accrue à l'égard des importations de produits alimentaires

Depuis les années 70, les pays en développement ont accru leurs importations de produits alimentaires. Mais, dans ces années-là, ils exportaient encore davantage de produits alimentaires qu'ils n'en importaient, pour dégager un excédent commercial de produits alimentaires de 1 milliard de dollars EU. Dans les années 80, suite à d'importants changements politiques comme la libéralisation des marchés agricoles, les pays en développement augmentèrent leurs importations de produits alimentaires, tandis que les revenus de leurs exportations diminuaient. Dès les années 90, les pays en développement avaient, globalement, un déficit commercial de produits alimentaires de 1 milliard de dollars E.U., déficit qui pourrait atteindre plus de 50 milliards de dollars E.U. d'ici 2030⁴. Pour les pays en développement, augmenter les importations alimentaires sans pour autant gagner davantage sur les exportations, devient un moyen onéreux de satisfaire leurs besoins alimentaires.

Le commerce entre pays en développement

A l'avenir, les plus grands marchés agricoles se situeront dans les pays en développement. Le pourcentage des exportations des pays en développement vers d'autres pays en développement a augmenté de 33% en 1980 à 40% en 2002³. De même, la part des importations des pays en développement à partir d'autres pays en développement a augmenté de 38% en 1980 à 45% en 2002³. L'Asie de l'Ouest et l'Asie du Sud-est ont toutes les deux accru la part de leur commerce agricole

Quelques informations sur la libéralisation

A partir des années 80, les pays en développement ont libéralisé leurs marchés agricoles, en les stabilisant tout en contractant des arrangements commerciaux régionaux. Ces politiques comprenaient:

- le contrôle de l'inflation et la réduction du déficit fiscal, en coupant dans les dépenses publiques
- la fin du contrôle des prix intérieurs, l'allègement ou la suppression des tarifs douaniers, le remplacement de quotas d'importation quantitatifs par des tarifs douaniers qui seront supprimés au fur et à mesure, la suppression des taxes sur les exportations, des quotas et des permis
- le retrait de l'Etat pour permettre au secteur privé de jouer un rôle plus déterminant, en privatisant les services et entreprises agricoles d'Etat, y compris les offices de commercialisation
- le remplacement d'un objectif d'autosuffisance par celui de sécurité alimentaire, en s'appuyant sur le marché
- la promotion des exportations de produits agricoles de base.

réalisée avec des pays en développement, tandis que l'Amérique latine et l'Afrique sont encore fort dépendantes du commerce effectué avec les pays développés.

Chaînes de valeur

Le commerce agricole s'effectue de plus en plus dans le cadre de chaînes de valeur contrôlées par de puissantes multinationales, qu'il s'agisse de sociétés transnationales ou de supermarchés. Le marché des sociétés agricoles est très concentré en termes de production (en raison de la sous-traitance), transformation, commerce et vente au détail de diverses denrées agricoles traditionnelles, de base ou à forte valeur ajoutée. Les exportations de produits agricoles transformés, qui sont en progression rapide, représentent actuellement 50% du commerce agricole mondial³. L'expansion des chaînes de supermarché des pays développés vers les pays en développement contribue à cette croissance.

Quelles options politiques s'offrent pour accroître les perspectives commerciales?

Faire davantage pression sur les pays développés pour les amener à éliminer toutes les subventions directes et indirectes aux exportations, tout en réformant les subventions à la production pour décourager l'agriculture intensive et éviter les excédents de production. Les mesures d'aide adaptées aux producteurs devraient promouvoir les pratiques agricoles sûres pour l'environnement et bénéficier d'abord aux petits agriculteurs.

Encourager la coopération et le commerce sud-sud

On s'accorde sur le fait que la libéralisation du commerce agricole ne profite pas à tous les pays. Les arrangements commerciaux régionaux entre pays en développement pourront donc permettre à ces pays de bénéficier des avantages de la libéralisation sans trop s'exposer aux inconvénients d'une totale intégration à l'économie mondiale. Aujourd'hui, il convient encore d'en traiter plusieurs questions techniques, mais si les arrangements commerciaux régionaux sont bien appliqués, ils pourront augmenter

le commerce de produits agricoles transformés entre pays en développement. Les changements politiques doivent donc encourager et valoriser le commerce sud-sud, en luttant contre les barrières et autres contraintes existantes, tout en encourageant le commerce de produits agricoles, si possible transformés.

Lutter contre la concentration du marché

Des réglementations internationale s'imposent pour lutter contre la concentration du marché aux mains des sociétés commerciales et des supermarchés dans le négoce de produits agricoles de base ou transformés. Il convient de restaurer un équilibre et une compétition équitables, tout en offrant aux pays producteurs plus de pouvoir de négociation pour leur permettre de tirer davantage profit du commerce agricole.

Quelles options politiques s'offrent pour renforcer les capacités commerciales?

Inverser le phénomène de dépendance vis-à-vis des importations alimentaires

Théoriquement, les pays en développement et les consommateurs pauvres devraient bénéficier des aliments bon marché. Toutefois, nous devons comprendre que, dans de nombreux pays en développement, le secteur agricole constitue le premier employeur et le moyen d'existence de la majorité de la population. Quand la nourriture peut être produite localement, la production locale devrait être encouragée et protégée des importations alimentaires, en particulier de celles vendues en deçà du coût de production local. Pour réduire la dépendance vis-à-vis des importations et promouvoir le développement agricole, les politiques et projets en matière de commerce sur les marchés intérieurs, sous-régionaux ou régionaux devraient accorder la priorité à la production alimentaire locale, en particulier celle des petits agriculteurs qui suivent des pratiques agricoles durables.

Dans le cadre des négociations agricoles de l'OMC en cours, les pays en développement doivent pouvoir appliquer des mesures qui protègent leurs marchés intérieurs des produits agricoles vendus en deçà des



Organic Consumers Association (OCA)

coûts de production, en désignant eux-mêmes et en n'exemptant pas totalement des tarifs douaniers les *produits spéciaux* essentiels à leur sécurité alimentaire, à la sécurité de leurs moyens d'existence et au développement rural. Les pays en développement devraient également avoir accès au *mécanisme spécial de sauvegarde*, un tarif douanier qui protège les marchés intérieurs des altérations dues aux fortes hausses des importations de denrées agricoles importantes, mais aussi de la volatilité des prix sur les marchés mondiaux.

Promouvoir et faciliter la transformation des produits agricoles

Les investissements des secteurs public et privé, tout comme l'aide publique au développement, devraient soutenir le développement d'industries de

Des industries de transformation agricole en déclin

Depuis les années 1980, les industries de transformation agricole des pays en développement se sont effondrées et leurs exportations ont chuté.

- Les exportations de produits transformés des pays les moins avancés, exprimées en pourcentage du total de leurs exportations agricoles, ont été divisées par 2, passant de 15% au début des années 80 à 7,5% à la fin des années 90⁷.
- Les 10^{es} exportateurs de café au monde, tous des pays en développement, transformaient eux-mêmes leur café en le torréifiant et représentaient 8,5% des exportations mondiales de café torréfié entre 1975 et 1980, mais ce pourcentage a chuté à moins de 2% entre 1998 et 2002⁴.

transformation agricole dans les pays en développement pour leur permettre de se diversifier et de produire autre chose que des produits de base, de créer de la valeur ajoutée et de générer des opportunités d'emplois divers, bien rémunérés et non-agricoles en zones rurales.

Augmenter les aides aux petits agriculteurs

Aider les petits agriculteurs constitue un moyen efficace de réduire la pauvreté, d'augmenter le montant et la variété de la production alimentaire sur le marché local, tout en permettant aux agriculteurs et aux agricultrices pauvres d'être actifs sur un marché dont ils seraient exclus sinon. Il est essentiel que les agriculteurs petits ou pauvres puissent accéder au crédit et aux services financiers. L'accès aux intrants fondamentaux – aux semences, à la terre et à l'eau notamment – doit être élargi. L'accès aux technologies, aux canaux de distribution, aux services d'information et de communication adaptés doit également être renforcé. Une aide doit être apportée aux associations de petits agriculteurs et aux coopératives pour leur permettre de s'organiser et de négocier collectivement l'approvisionnement en intrants, de manipuler, transformer et commercialiser des produits agricoles, tout en négociant des prix plus justes, d'autant que le secteur privé ne ciblera vraisemblablement ni les pauvres, ni les petits agriculteurs.

Augmenter les investissements dans le secteur agricole

Les secteurs public et privé doivent accroître leurs investissements dans l'agriculture. L'aide extérieure à l'agriculture a été divisée par 2 en valeur réelle dans les années 80, avant de stagner dans les années 90³. Les pays qui en auraient le plus besoin sont paradoxalement ceux qui reçoivent le moins d'aide extérieure à l'agriculture. Les pays développés devraient augmenter leur aide extérieure à l'agriculture. Les gouvernements des pays en développement devraient également accroître leurs allocations budgétaires à l'agriculture, superviser et gérer les investissements privés pour s'assurer qu'ils n'excluent pas les agriculteurs pauvres ou petits. Les investissements dans l'agriculture devraient cibler la production de récoltes locales et nutritives, mais aussi la commercialisation et la transformation de produits alimentaires.

Outils et ressources

Division des produits de base et du commerce, de la FAO: conseil aux pays en développement sur les politiques commerciales et de produits de base, les arrangements commerciaux régionaux, les chaînes de valeur, les négociations de l'OMC et autres questions ayant trait au commerce. <http://www.fao.org/es/esc/fr/21972/index.html>

Site sur le commerce des produits de l'agriculture, des pêches et des forêts, de la FAO: informations, analyses et conseil technique sur le commerce et le renforcement des capacités pour les négociations de l'OMC. http://www.fao.org/trade/index_fr.asp

Dossiers de politique commerciale de la FAO: plusieurs dossiers utiles sur d'importantes questions commerciales. <http://www.fao.org/ES/esc/fr/41470/89284/index.html>

Division des systèmes de soutien à l'agriculture, de la FAO: aide à l'élaboration de politiques et de stratégies pour les services agricoles, les techniques de production et de post-production dans les secteurs agricole et alimentaire. http://www.fao.org/ag/ags/index_fr.html

Augmenter la recherche-développement

La recherche devrait viser à développer des technologies adaptées aux différents agriculteurs, avec une attention particulière aux petits agriculteurs qui disposent de peu de ressources. La recherche devrait être participative, impulsée de bas en haut, et répondre à une demande. Les technologies devront si possible être peu onéreuses et nécessiter peu ou pas d'achats d'intrants. Les technologies doivent être appropriées, écologiquement sûres et adaptées au contexte local. Puisque la recherche sera probablement effectuée par des entités publiques plutôt que privées, la recherche agricole publique devra être financée en conséquence et développée de façon volontariste aux côtés de la recherche privée. Les gouvernements doivent s'assurer que la technologie promue par le secteur privé n'obéisse pas uniquement aux intérêts privés et ne soit pas la seule option possible pour les agriculteurs.

Contacts

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

David Hallam

david.hallam@fao.org

Jamie Morrison

jamie.morrison@fao.org

Eve Crowley

eve.crowley@fao.org

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Shantanu Mathur

s.mathur@ifad.org

Références

Ce document a été préparé par Sofia Naranjo, en collaboration avec Ramesh

Sharma, Terri Raney, Jennie Dey de Pryck, Paola Termine, les membres des Divisions du conseil technique et des politiques du FIDA et bien d'autres (contacts).

¹**BBC News 2005.** *Questions-réponses sur la Politique Agricole Commune* [disponibles en ligne].

²**FAO 2006.** *La situation des marchés des produits agricoles*, Rome.

³**FAO 2005.** *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005*, Rome.

⁴**FAO 2004.** *La situation des marchés des produits agricoles*, Rome.

⁵**OCDE 2005.** *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE: Suivi et évaluation 2005: Principales conclusions*, Organisation de coopération et de développement économiques.

⁶**OCDE 2004.** *Producer and Consumer Support Estimates*, Base de données 1986-2004 de l'OCDE, Organisation de coopération et de développement économiques.

⁷**CNUCED 2002.** *Les pays les moins avancés, rapport 2002. Échapper au piège de la pauvreté*, Genève: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

⁸**OMC 2006.** *Statistiques du commerce international 2006*, Organisation mondiale du commerce.

Les documents politiques "ADRD et..." sont conçus pour encourager et aider les gouvernements à développer et mettre en œuvre des politiques pour atteindre l'agriculture et le développement rural durables.

Cette série est produite par l'Initiative ADRD, un cadre multipartite établi en soutien de la transition vers une agriculture et un développement rural durables centrés sur la personne. L'initiative est menée par la société civile, soutenue par les gouvernements et agences intergouvernementales et animée par la www.fao.org/sard/fr/init/2224/index.html